



13

20 Novembre 2019

Dominique ROLIN

Délégué du Défenseur des Droits

Repères chronologiques





CIDE 30 ANS

CONVENTION INTERNATIONALE
DES DROITS DE L'ENFANT

CONVENTION
INTERNATIONALE
DES DROITS DE
L'ENFANT

12 droits fondamentaux et
54 articles, dont 41 dédiés
aux droits de l'enfant

(les articles 42 à 54
concernent la gestion et
l'administration)

12 Droits fondamentaux de l'enfant



**DROIT
D'AVOIR UNE
IDENTITÉ**



**DROIT DE VIVRE
EN FAMILLE**



**DROIT
À LA SANTÉ**



**DROIT
À L'ÉGALITÉ**



**DROIT D'ÊTRE
PROTÉGÉ
EN TEMPS DE
GUERRE**



**DROIT À
L'ÉDUCATION
ET AUX LOISIRS**



**DROIT À UNE
JUSTICE ADAPTÉE À
SON ÂGE**



**DROIT D'ÊTRE
PROTÉGÉ CONTRE
TOUTES LES FORMES
DE VIOLENCES**



**DROIT À LA
PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE**



**DROIT DE
S'EXPRIMER ET
D'ÊTRE ENTENDU
SUR LES QUESTIONS
QUI LE CONCERNE**



**DROIT D'ÊTRE
PROTÉGÉ CONTRE
TOUTES LES FORMES
D'EXPLOITATION**



**DROIT DE L'ENFANT
HANDICAPÉ DE VIVRE
AVEC LES AUTRES**

Un instrument
juridique

Contrairement à une déclaration, **une convention est un instrument juridique obligatoire et contraignant pour les Etats qui la ratifient.**

Universel

Elle s'applique à tous les enfants (de 0 à 18 ans)

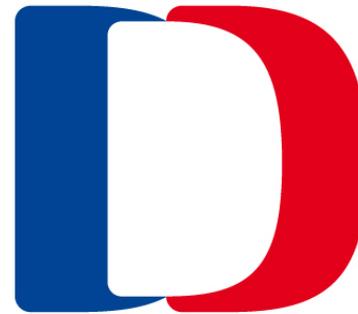
Ratifié par tous les
États

(sauf États-Unis)

Le 20 novembre
-
Journée
internationale des
droits de l'enfant

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**LE DÉFENSEUR
DES DROITS**



LA DÉFENSE DES DROITS DES
USAGERS DES SERVICES PUBLICS

LA DÉFENSE ET LA PROMOTION
DES DROITS DE L'ENFANT

LA LUTTE CONTRE LES
DISCRIMINATIONS ET LA
PROMOTION DE L'ÉGALITÉ

LE RESPECT DE LA
DÉONTOLOGIE DES PERSONNES
EXERÇANT DES ACTIVITÉS DE
SÉCURITÉ

L'ORIENTATION ET PROTECTION
DES LANCEURS D'ALERTE

➤ Jacques TOUBON
Défenseur des Droits



➤ **Geneviève AVENARD**
Défenseure des Droits des enfants
Adjointe du Défenseur des Droits

DÉFENSEUR(E) DES DROITS DES ENFANTS

Une autorité créée par la Loi du 6 mars 2000 et
intégrée au Défenseur des Droits par l'effet de
la Loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011



Rôle et compétences

Défendre et promouvoir l'intérêt
supérieur de l'enfant
et les droits de l'Enfant

Agir pour la protection des
enfants

Traiter les saisines mettant en
cause les droits de l'enfant

3000 saisines
individuelles
ou collectives
en 2018 :



Protection de l'enfance | Protection des enfants
(Signalements ou informations préoccupantes
ou mises en cause des institutions de l'enfance
etc.) **24,8%**



Éducation petite enfance | Scolarité
périscolaire : **24%**



Santé | Handicap : 18,4%



Filiation | Justice familiale : 16,5%



Mineurs étrangers 12,3%



Justice pénale : 2,3%



Adoption | Recueil de l'enfant : 1,7%

LES DÉFIS ACTUELS

**Long encore, le
chemin des droits
de l'enfant !**





Des stéréotypes
encore
à démonter

NON, l'enfant n'est pas qu'une personne... petite

OUI, le tout petit a des droits (rapport 2018)

NON, il n'y a pas de hiérarchie dans l'application des droits de l'enfant

NON, il ne saurait y avoir des Droits de l'Enfant « lowcost »

OUI, les mineurs étrangers sont aussi des enfants !



L'impérieuse nécessité de développer l'information sur les droits de l'enfant

- **Combattre les violences institutionnelles**
- **Poursuivre les discriminations en justice, notamment à l'égard des enfants étrangers**
- **Poursuivre les actions de lutte contre les situations familiales de pauvreté et de vulnérabilité**
- **Lutter contre le retard en matière d'éducation sexuelle**
- **Favoriser l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap**
- **Promouvoir le principe d'une éducation sans violence, à l'extérieur comme au sein de la famille**
- **Veiller à ce qu'un mineur délinquant soit considéré comme un mineur en danger**

Des initiatives
prises au
niveau des
Etats pour
rendre la CIDE
la plus effective
possible !

- **ENOC** (European Network of Ombudsmen for Children)
- **AOMF** (Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie)
- **Comité international des droits de l'enfant**



Les Droits de l'Enfant, 30 ans après la CIDE

C'est toujours promouvoir :

- Un message universel, celui des enfants qui ont tous les mêmes droits et qui exigent que ces droits deviennent effectifs.
- L'éveil des consciences, l'exercice de nos responsabilités morales, juridiques et politiques à l'égard de tous les enfants du monde.